

**De l'argent pour l'Ecole publique et laïque,
Pas pour la guerre !**

La Commission exécutive du SNUDI FO 33 dénonce le budget austéritaire guerrier Macron-Lecornu imposé par le 49-3 : pas moins de 3 256 suppressions de postes dont 1891 dans les écoles publiques, quatre fois plus que l'année dernière ! C'est une avalanche de fermetures de classes au lieu d'améliorer les conditions de travail des enseignants et les conditions d'apprentissage des élèves.

En Gironde, la première étape de carte scolaire acte 143 fermetures pour 61 ouvertures ! Le DASEN n'a concédé l'annulation que de 15 fermetures de classes sur les 158 initialement prévues. Il lui reste une réserve de 13,5 postes pour la rentrée 2026. La CE ne peut que se réjouir pour les écoles qui ont gagné, mais pour autant, le SNUDI FO 33 n'abandonnera pas toutes celles qui n'ont pas obtenu satisfaction ! Les Organisations Syndicales ont enfin voté unanimement avec la SNUDI FO, CONTRE ce projet !

Le prochain CSASD se tiendra le mardi 30 juin : il est temps de poursuivre et d'amplifier la mobilisation, pour refuser toutes les fermetures de classes et exiger les ouvertures nécessaires ainsi que la création de tous les postes de l'enseignement spécialisé indispensables en IME, ITEP, en RASSED...

Ce projet de carte scolaire est aggravé par la décision ministérielle de réserver 1 000 postes pour généraliser les PAS, pôles d'appui à la scolarité, dispositifs visant à contourner les notifications MDPH. En Gironde, ils sont très fiers d'annoncer que grâce aux 5 PAS déjà mis en place, ils ont dé-notifié 6% des élèves qui avaient une notification AESH !

Les PAS, le PIAL avec la mutualisation des AESH, le maintien de ceux-ci dans la précarité sans Statut ni vrai salaire, le manque de places dans les IME, ITEP, ce n'est qu'une volonté du gouvernement de faire des économies sur les plus fragiles quand on sait que la scolarisation d'un élève en établissement spécialisé coûte 7 fois plus cher que sa scolarisation dans l'ordinaire !

La CE du SNUDI FO 33 dénonce les tentatives du ministre Geffray, d'associer les organisations syndicales à la planification des suppressions de postes en les invitant à participer à des ateliers prospectifs concernant la baisse démographique. Il veut préparer un plan pluriannuel des suppressions de postes et y associer les syndicats plutôt que de répondre aux revendications des personnels et des parents qui se sont mobilisés et qui se mobilisent encore contre les fermetures de classes. La CE se félicite que sa fédération, la FNEC FP FO, ait refusé de participer le 21 avril dernier à cette opération de destruction de l'Ecole publique.

La CE refuse tout autant de participer à la nouvelle expérimentation du ministre (la Gironde étant un des 18 départements concernés), dont le but est d'associer les élus et les syndicats aux futures suppressions de postes notamment dans les zones rurales avec la fermeture organisée des petites écoles pour les réunir en grands groupes scolaires.

La colère est là ! Le refus est là ! La lutte est là ! La Commission exécutive sera présente aux côtés de tous ceux qui veulent défendre notre Ecole publique !

Le programme de destruction de l'Ecole publique, n'a rien à voir avec la baisse démographique mais a tout à voir avec la rallonge de 35 milliards d'euros que le gouvernement prévoit d'allouer aux dépenses de la défense d'ici 2030 avec sa loi de programmation militaire qui est discutée en ce moment même à l'Assemblée nationale. Pour 2026, ce sont de nouvelles coupes de 4 milliards d'euros dans le budget de l'Etat et 2 milliards dans le budget de la Sécu.

L'Histoire nous l'enseigne : l'économie de guerre débouche toujours sur la guerre, et Macron nous y entraîne : militarisation de la jeunesse avec le développement des « classes défense et sécurité globale », calendrier de Parcoursup calé sur celui du service militaire, transformation de la journée « défense et citoyenneté » en « journée de mobilisation » ; la création d'un nouveau régime d'exception avec « l'Etat d'alerte de sécurité nationale » qui permettrait au gouvernement de passer outre nos Statuts ou encore une brochure pour les classes de primaire « ma 1^{ère} cérémonie militaire » financée par le conglomérat MBDA, dont les missiles ont récemment foudroyé écoles, hôpitaux et camps de réfugiés gazaouis, causant la mort de plus de 500 personnes dont une centaine d'enfants !

La Commission exécutive continuera de s'opposer fermement à la marche à la guerre, à toute mesure d'embrigadement, de militarisation et de répression de ceux qui portent l'exigence de la paix. Elle participera au meeting international contre la guerre le 20 juin à Londres.

La CE invite le plus grand nombre à participer à la journée intersyndicale du mercredi 27 mai : « Palestine : Comprendre l'Histoire pour éclairer le présent ».

**Augmentation des salaires et des pensions !
Augmentation de l'ISSR et des frais de déplacements !**

La CE du SNUDI FO 33 dénonce l'instrumentalisation du conflit au Moyen-Orient pour justifier la flambée des prix du gaz et des carburants. Elle exige, avec sa confédération, de ramener les prix du gaz à un niveau au moins équivalent à celui observé avant le déclenchement du conflit au Moyen-Orient, de plafonner à 1€50 le prix des carburants, de revaloriser les salaires et les pensions ainsi que les barèmes des indemnités kilométriques. Nous revendiquons également l'augmentation de l'ISSR et des frais de déplacements.

Nous réaffirmons notre revendication d'une augmentation de 32,7% de la valeur du point d'indice et a minima une augmentation immédiate de 10% de sa valeur ainsi que l'ouverture de négociations pour l'amélioration de toutes les grilles indiciaires.

**Pour la défense de nos revendications !
Adhérez et réadhérez au SNUDI FO !**

La CE encourage tous nos collègues à renforcer le seul syndicat qui défend inlassablement notre Statut et nos conditions de travail par l'adhésion et la ré-adhésion au SNUDI FO 33 ainsi que par le vote aux élections professionnelles.

Adoptée à l'unanimité